

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 1012^e
SÉANCE

Vendredi 1er décembre 1967,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 98 de l'ordre du jour:

Question des privilèges et immunités diplomatiques (suite):

- a) Mesures visant à mettre en œuvre les privilèges et immunités des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies et les privilèges et immunités du personnel et de l'Organisation elle-même, ainsi que les obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques;
- b) Réaffirmation d'une immunité importante des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies. 361

Président: M. Edvard HAMBRO (Norvège).

POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR

Question des privilèges et immunités diplomatiques (suite) [A/6832/Rev.1, A/6837, A/C.6/381, A/C.6/L.633]:

- a) Mesures visant à mettre en œuvre les privilèges et immunités des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies et les privilèges et immunités du personnel et de l'Organisation elle-même, ainsi que les obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques;
- b) Réaffirmation d'une immunité importante des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies

1. M. COLE (Sierra Leone) déclare que sa délégation se félicite du règlement pacifique du différend qui a opposé la Guinée à la Côte d'Ivoire. Elle tient à exprimer sa gratitude au Secrétaire général pour les efforts qu'il a déployés en vue de parvenir à une solution juste en la matière. Il n'en demeure pas moins nécessaire de faire preuve de vigilance, à l'avenir, pour éviter le retour de tels incidents: à cette fin, les Etats doivent s'efforcer par tous les moyens, et notamment en adhérant aux conventions pertinentes, de faire jouer à la légalité le rôle capital qui lui revient dans la communauté internationale. Le représentant du

Sierra Leone rappelle à cet égard qu'à l'époque des civilisations grecque et romaine, le droit diplomatique, si primitif qu'il fût, conférait déjà aux ambassadeurs des immunités; tous les juristes considéraient les ambassadeurs comme des personnages publics dont la mission consistait à servir l'intérêt général par leur action en faveur de la paix. A l'époque contemporaine, ces principes ont été formulés et développés et enfin consacrés par la pratique suivie par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, comme on peut le constater en lisant l'excellente étude rédigée par le Secrétariat sur ce sujet (A/CN.4/L.118 et Add.1 et 2).

2. La délégation du Sierra Leone tient, elle aussi, à réaffirmer les dispositions très claires de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies et de la section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies^{1/}. Elle considère comme des ennemis de l'humanité tous ceux qui, sans motif valable, violent ces dispositions ou même en approuvent la violation. Pour ce qui est de la mise en œuvre des privilèges et immunités diplomatiques, la délégation du Sierra Leone estime que ce problème peut être facilement résolu si les Etats Membres tiennent constamment compte du fait qu'ils sont les principaux sujets du droit international. Ils ont été amenés à coopérer dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, qui sont elles aussi des sujets du droit international, et, de ce fait, ont abandonné une parcelle de leur liberté, car ces organisations opèrent constamment dans des domaines où, il y a peu de temps encore, chaque Etat exerçait une autorité incontestée.

3. Le représentant du Sierra Leone fait enfin observer que, si l'on veut que les Etats Membres utilisent à bon escient les mécanismes existants en matière de coopération internationale, il importe que, dans tous les pays, l'opinion publique, qui, en définitive, est responsable de la politique des Etats, soit informée du problème étudié actuellement, et, en général, de tous les problèmes de la vie internationale, cela par l'intermédiaire des juristes qui sont mieux qualifiés que quiconque pour ce faire.

4. M. RAKOTOMALALA (Madagascar) partage la satisfaction exprimée par le Secrétaire général dans sa note du 27 septembre (A/6832/Rev.1) en annonçant le règlement pacifique, sur le plan pratique, du différend qui opposait la Guinée à la Côte d'Ivoire et exprime l'espoir que les deux chefs d'Etat intéressés et leurs gouvernements pourront surmonter leurs rancœurs afin de renouer des liens étroits et amicaux, dans leur intérêt et dans celui de l'unité africaine.

^{1/} Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. I, 1946, No 4, p. 17.

5. Le représentant de Madagascar indique que sa délégation se prépare à présenter un projet de résolution^{2/} dont l'objectif est de trouver au débat actuel une conclusion juridique tenant compte à la fois de l'équité et du souci de faire respecter les normes de droit international et l'application des privilèges et immunités aux représentants des Nations Unies et des institutions spécialisées. Aux termes de ce projet de résolution, après avoir réaffirmé les dispositions de l'Article 105 de la Charte et celles des conventions régissant les privilèges et immunités examinés ainsi que les obligations des Etats découlant de ces conventions, l'Assemblée demanderait aux Etats Membres qui ne sont pas encore parties à ces conventions d'y adhérer dans les meilleurs délais, ferait appel aux Etats qui y sont parties pour qu'ils veillent au respect des privilèges et immunités spécifiés et qu'ils prennent toutes mesures nécessaires en vue d'assurer leur mise en œuvre et, enfin, réaffirmerait la procédure prévue par ces conventions. Le projet de résolution reprend tous les points énumérés dans la lettre du Président de l'Assemblée générale (A/C.6/381) et son adoption répondrait aux préoccupations manifestées par l'Assemblée générale lorsqu'elle a décidé de faire examiner l'ensemble de la question par la Sixième Commission, afin que cette question se pose dans un cadre juridique et fasse l'objet d'une solution sereine et objective.

6. En conclusion, la délégation malgache, constatant que le projet de résolution soumis par l'Algérie et neuf autres Etats africains (A/C.6/L.633) et celui qu'elle se propose de présenter contiennent des dispositions qui se rejoignent et ne diffèrent guère que dans la formulation, exprime l'espoir qu'il sera possible de rapprocher ces deux termes et peut-être même de les fusionner en un projet de résolution commun.

7. M. KHESTOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation se félicite de l'inscription de la question des privilèges et immunités à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Les privilèges et immunités représentent une garantie du fonctionnement normal des organisations internationales, à laquelle s'attache toute l'importance d'un principe fondamental. Les règles établies par la coutume ont été érigées en des normes du droit international par le processus du développement progressif de ce droit, jalonné par la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies de 1946, par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées de 1947^{3/} et par la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961^{4/}. L'URSS, qui est partie à ces conventions, a promulgué le 25 mai 1966 un décret portant application sur son territoire des dispositions nouvelles de ces instruments et prévoyant l'octroi, sur la base de la réciprocité, de privilèges plus larges que ceux énoncés à Vienne. Elle est en faveur de l'élargissement de ces dispositions et elle juge inadmissible la violation des immunités, que ce soit au

Siège de l'ONU, à celui des conférences internationales ou dans quelque pays que ce soit. Le représentant de l'Union soviétique mentionne à ce propos que le 7 novembre 1967 des voyous ont brisé des vitres et bloqué les entrées de l'ambassade soviétique au Canada et ont tenté d'y mettre le feu.

8. En ce qui concerne l'ONU, M. Khelestov note que, compte tenu de l'importance capitale de la tâche de l'Organisation, le fait que le Siège de celle-ci est établi aux Etats-Unis d'Amérique oblige ce pays à créer des conditions favorables à son activité. Cependant, la situation des représentants des Etats auprès de l'ONU n'est guère satisfaisante et préoccupe de nombreuses délégations, ainsi que l'Organisation elle-même.

9. Le problème doit être considéré du point de vue juridique, mais il ne faut pas négliger les faits pour autant. Bien que le temps ait manqué, depuis l'inscription de la question à l'ordre du jour vers la fin d'octobre 1967, pour rassembler les données nécessaires à un examen d'ensemble, on trouve aisément des exemples des difficultés rencontrées par les délégations, auxquelles les autorités des Etats-Unis n'assurent pas toujours les conditions de sécurité nécessaires ni la jouissance d'immunités suffisantes pour l'exécution de leurs tâches. Le Secrétariat de l'ONU en a cité plusieurs dans son étude (A/CN.4/L.118 et Add.1 et 2). La délégation soviétique, pour sa part, peut en rappeler de récents. Le 18 novembre 1967, des bandits se sont massés devant l'immeuble où se trouve la mission permanente de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies, sur lequel ils ont lancé des pierres, mais la police n'a rétabli l'ordre qu'après de nombreux appels. Sur le plan fiscal, la taxe réclamée par la municipalité de Glen Cove à la mission soviétique a créé à celle-ci durant 15 ans des difficultés qui n'ont été réglées qu'en 1966, bien que, selon l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies [voir résolution 169 (II) de l'Assemblée générale], les chefs de délégations, qu'ils résident ou non dans la ville de New York, aient les mêmes privilèges et immunités que les chefs de missions accrédités auprès du Gouvernement de Washington. Il faut ajouter qu'on veut maintenant imposer une taxe au chef de la mission lui-même.

10. En ce qui concerne la liberté de mouvement du personnel de la délégation soviétique, les autorités des Etats-Unis limitent le territoire à l'intérieur duquel ce personnel peut voyager, en se référant à un principe de réciprocité qui a peut-être sa place dans les relations entre Washington et Moscou, mais dont le Département d'Etat a lui-même reconnu qu'il n'était pas applicable dans le cadre de l'Accord relatif au Siège et aux privilèges et immunités qui y sont établis.

11. D'autre part, la délégation soviétique a reçu notification en janvier 1967 de l'intention des autorités locales de mettre en fourrière ses automobiles en cas d'infraction aux règles de stationnement. Elle reconnaît, bien entendu, que les représentants doivent respecter les règlements de la circulation, mais elle maintient que l'enlèvement, en leur absence, des véhicules diplomatiques, est un acte injustifié qui ouvre la porte à l'arbitraire de la police et est con-

^{2/} Ultérieurement distribué sous la cote A/C.6/L.634.

^{3/} Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 33, 1949, No 521, p. 263.

^{4/} Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, Documents officiels, vol. II (publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.X.1), p. 91.

traire aux normes généralement acceptées du droit international, notamment aux dispositions de l'article 22 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961. De telles mesures peuvent faire obstacle à l'exécution normale de fonctions liées à l'activité des délégations.

12. D'autre part, les autorités des Etats-Unis ont tendance à confondre le voyage des représentants qui doivent se rendre, parfois à l'improviste, auprès de l'Organisation, chargée du maintien de la paix et de la sécurité internationales, avec celui des représentants d'Etats étrangers aux Etats-Unis, et il arrive qu'elles leur fassent attendre leur visa pendant 10 jours ou plus. La délégation soviétique sait gré à certains fonctionnaires des Etats-Unis des efforts qu'ils déploient pour faciliter les choses, mais elle note que l'Autriche accorde dans un délai d'un ou deux jours le visa nécessaire pour se rendre au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique. M. Khlestov rappelle à ce propos les difficultés qu'il a rencontrées pour se rendre aux Nations Unies, après avoir participé à Mexico à la première session du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats et il note les problèmes qui se sont posés plus récemment, dans ce domaine, aux délégations cubaine et syrienne.

13. Cette situation, sous ses divers aspects, est celle de la mise en œuvre des règles résultant du développement progressif du droit international et consacrées dans des instruments fondamentaux. Il est paradoxal, assurément, que le pays qui reçoit l'ONU ne soit partie ni à la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies de 1946, ni à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, qui comptent respectivement 96 et 64 signatures. La position d'arrière-garde des Etats-Unis en la matière n'est pas moins celle de l'Etat que celle du Congrès.

14. M. Khlestov souligne trois particularités au sujet de l'Accord relatif au Siège entre les Etats-Unis et l'ONU. En premier lieu, cet accord bilatéral, de portée très étroite, ne concerne que le statut du district administratif et la situation des représentants, à l'exclusion de celles des fonctionnaires du Secrétariat et même du Secrétaire général et il ne prévoit rien au sujet des délégations aux conférences qui se tiennent au Siège. Ces lacunes anormales ne laissent pas d'avoir de graves conséquences. En second lieu, l'Accord relatif au Siège a été conclu entre le Secrétaire général et les Etats-Unis seulement, à l'exclusion des Etats Membres. Dire que cet accord complète les autres conventions en la matière ne change pas grand chose en ce qui concerne les Etats-Unis, qui n'y sont pas parties. En troisième lieu, l'Accord prévoit que les délégations à l'ONU jouissent des privilèges et immunités diplomatiques, mais ceux-ci sont définis par la Convention de Vienne de 1961, que les Etats-Unis n'ont pas ratifiée.

15. Dès 1945, ne voulant pas compromettre leur sécurité, ils ont réservé à leur compétence interne l'attribution unilatérale d'immunités qui sont d'ailleurs fort minces, puisqu'aux termes de la Public Law 291

elles se réduisent à l'immunité de juridiction pour les seuls actes accomplis dans l'exercice des fonctions officielles. M. Khlestov cite sur ce point un article du spécialiste américain Leo Gross qui note que quelque réduite qu'elle soit, cette immunité dépend d'une notification au Secrétaire d'Etat et de son acceptation par celui-ci, lequel peut y mettre fin à son gré/ et que l'Organisation des Nations Unies mérite certainement d'être traitée avec plus de justice. Les Etats-Unis devraient, de l'avis de la délégation soviétique, entreprendre de résoudre le problème juridique qui se pose à eux dans ce domaine. Il faudrait également que le Secrétariat bénéficie de privilèges et immunités, car il est anormal qu'en devenant fonctionnaire international, un membre du service diplomatique d'un Etat soit privé des immunités qu'il possédait encore en quittant son pays d'origine.

16. M. Khlestov exprime au Secrétaire général la gratitude de sa délégation pour les efforts qu'il a déployés en vue de défendre les privilèges et immunités des délégations et de l'Organisation. Le chef du Secrétariat a eu parfaitement raison, en particulier, d'indiquer, en réponse aux prétentions des Etats-Unis, que les membres du personnel des délégations ne sont pas de simples citoyens de tel ou tel pays et qu'ils ont affaire, non tant aux Etats-Unis qu'à l'ONU et aux autres délégations auprès de l'Organisation.

17. En terminant, le représentant de l'URSS souligne que la Sixième Commission est l'organe le plus compétent pour étudier la question considérée. Selon lui, il faut défendre les privilèges et immunités pour le bien de tous et pas seulement pour appuyer tel ou tel pays à l'occasion d'un incident. Il faut attirer l'attention des Etats-Unis sur la nécessité de tenir compte de l'intérêt général. D'autre part, la question doit rester au programme de travail de l'Organisation. A ce sujet, compte tenu du caractère fragmentaire du document A/CN.4/L.118 et Add.1 et 2, il conviendrait de préparer pour l'avenir une étude plus complète.

18. M. AKE (Côte d'Ivoire), répondant à la déclaration faite, la veille, par le représentant de la Guinée, indique que sa délégation a décidé de ne pas poursuivre avec celle de la Guinée un débat qui n'a pas sa place à la Sixième Commission. La délégation ivoirienne n'est pas responsable de la tournure politique prise par le débat, décidée qu'elle était à examiner la question des privilèges et immunités sous son seul aspect juridique. Il est faux de croire qu'elle soit désormais à court d'arguments: elle tient simplement à contribuer de manière positive aux travaux de la Sixième Commission. Pour cette raison, M. Ake se borne à indiquer qu'il a répondu d'avance, dans sa déclaration de la veille, aux accusations formulées par le représentant de la Guinée. En ce qui concerne le jugement porté sur le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement de la Côte d'Ivoire, M. Usher, il est inutile de revenir sur la valeur de M. Usher, valeur qu'il a démontrée par son action à l'Organisation et en tant que ministre des affaires étrangères.

^{5/} Voir World Peace Foundation, *International Organization*, Boston (Mass.), 1962, vol. XVI, No 3, p. 507.